REVUE DE PRESSE

COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 15 au 21 août 2023

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 MOU : changement climatique.....2
- La Commission de l'océan Indien et l'agence humanitaire australienne « RedR » officialisent leur collaboration

1.2 Projet GPS : paix et stabimité.....4
- COI : Réseau d'Engagement Solidaire pour la Paix et L'inclusion Régionale
- Le réseau d'engagement solidaire pour la paix (RESPIR) officialisé

2. Centres d'Intérêts

2.1 Tourisme.....8
- Océan Indien: développer le tourisme de la région grâce au concept des «Îles Vanille»

2.2 Coopération 10
- Coopération Japon-Madagascar : Signature de contrats de don pour des projets éducatifs

2.3 Migration.....11
- Réflexions sur la prévention de la traite des êtres humains et du trafic de migrants

2.4 Pêche.....12
- Rogers Hospitality se rallie à la saison de fermeture du poulpe pour la préservation marine

2.5 Economie.....13
- Darmanin annonce une mission de lutte contre les monopoles économiques dans les outre-mer

2.6 Economie bleue.....14
- Opération de sensibilisation sur la gestion des ressources maritimes

2.7 Changement climatique.....15
- La déforestation pointée du doigt

La Commission de l'océan Indien et l'agence humanitaire australienne « RedR » officialisent leur collaboration

Réduction des risques de catastrophes dans l'océan Indien

La Commission de l'océan Indien (COI) et l'agence humanitaire australienne « RedR » unissent leurs efforts et leurs expertises afin de renforcer les capacités régionales d'adaptation face aux catastrophes naturelles qui touchent le bassin du Sud-Ouest de l'océan Indien. C'est ce qu'indique un communiqué de la COI publié ce 17 août.

C'est lors d'une cérémonie au siège de la COI a Ebène (Maurice) que les deux entités ont officialisé leur collaboration visant à mettre à profit leurs expertises en faveur de la résilience climatique et la réduction des risques de catastrophes.

Cette cérémonie fut l'occasion de présenter la logique d'intervention commune en appui aux Etats membres de la COI. « Le changement climatique est l'un des principaux défis ayant un impact sur le développement durable des États insulaires. Il est important de renforcer la résilience des communautés de la région. Grâce à ce partenariat avec RedR Australia, nous espérons renforcer la capacité des États membres de la COI à se préparer et à répondre aux situations d'urgence. Il viendra compléter les initiatives en cours et les partenariats existants de la COI en matière de changement climatique et de réduction des risques de catastrophe », a souligné Mme Gina Bonne, Chargée de mission « Environnement et Climat », à la COI.

Mieux se préparer aux risques climatiques

Ce premier partenariat avec l'agence australienne « RedR [1] » permettra de se focaliser principalement sur les risques climatiques liés aux infrastructures et à l'urbanisation des îles (inondations…). L'agence humanitaire australienne « RedR » accompagnera ainsi la COI au profit des Etats membres, principalement à travers le partage de bonnes pratiques permettant notamment de mieux se préparer aux éventuels cas de catastrophes.

Avec ce nouvel accord, l'engagement du gouvernement australien se concrétisera à travers le déploiement d'un expert dans la région. Objectifs : consolider les plans d'action sur le climat, renforcer la résilience des communautés et intégrer l'adaptation et l'atténuation des effets du dérèglement climatique dans les politiques publiques d'aménagement du territoire.

Notre région parmi les 3 plus vulnérables au monde

« L'Australie reconnaît la vulnérabilité unique des îles de l'océan Indien aux impacts du changement climatique, en particulier le risque accru de catastrophes naturelles. Nous sommes heureux que ce partenariat entre la RedR australienne et la COI renforce les efforts de préparation, de réponse et de récupération des pays membres de la COI en cas de catastrophe », a précisé Mme Helena Derwash, Regional Manager au sein de RedR Australia. L'Indianocéanie est la troisième région du monde la plus exposée aux

risques naturels, ce qui a un impact croissant sur la santé humaine, la sécurité alimentaire, les infrastructures... Avec le changement climatique, les catastrophes naturelles prennent de l'ampleur et y faire face demande un effort commun et une action coordonnée.
Cette collaboration est ainsi complémentaire des initiatives en cours portées par la COI, notamment le projet RDRM-IO visant à réduire les risques de catastrophes naturelles dans l'océan Indien, financé par l'Union européenne ou encore les actions menées à travers les activités du réseau de surveillance épidémiologique et de gestion des alertes : le réseau SEGA - One Health, une plateforme de coopération sanitaire régionale soutenue par l'Agence française de développement (AFD) et l'Union européenne.
[1] RedR est une agence humanitire internationale qui sélectionne, forme et déploie des spécialistes techniques. RedR met en oeuvre le programme « Australia assists », financé par le gouvernement australien, qui vise à sauver des vies et atténuer les souffrances en renforçant la résilience face aux catastrophes et aux conflits.

Plus d'information :

- https://www.clicanoo.re/article/societe/2023/08/18/la-coi-et-le-redr-collaborent-pour-reduire-les-risques-de-catastrophes-dans-locean-indien
- https://mbcradio.tv/article/vid%C3%A9o-coi-redr-australia-renforcement-de-la-r%C3%A9silience-face-aux-catastrophes-naturelles-dans
- https://www.memento.fr/article_19-08-2023-la-commission-de-l-ocean-indien-et-l-agence-humanitaire-australienne-redr-officialisent-leur-collaboration

midimadagasikara
Premier Quotidien National d'Information de Madagascar

COI : Réseau d'Engagement Solidaire pour la Paix et l'Inclusion Régionale



L'ONG Safidy a été parmi les initiateurs de RESPIR. (Photo d'archives)

Les organisations membres de RESPIR ont également pu définir les grandes lignes de ses actions et de ses engagements dans la prévention des conflits et la promotion de la paix dans l'océan Indien

A l'issue des trois jours d'atelier organisé par la Commission de l'océan Indien en mai 2023, des acteurs de la société civile et de la défense des droits humains représentant l'Union des Comores, la République de Madagascar, la République de Maurice et la République des Seychelles ont convenu de créer un « Réseau d'Engagement Solidaire pour la Paix et l'Inclusion Régionales » ou RESPIR. A cet effet, une déclaration a été faite, hier, par les parties prenantes allant dans ce sens, au siège de Safidy observatoire des élections, à Ambatonakanga. Ce réseau est la première plateforme pour promouvoir la paix, le dialogue, la stabilité, la bonne gouvernance, des élections libres, transparentes, inclusives, le respect des droits Humains et l'inclusion de l'ensemble des composantes et des acteurs des Etats représentés dans le réseau.

Prévention

Le réseau a été créé pour consolider les acquis de l'atelier régional de prévention de crise organisé par la COI à travers le projet Gouvernance, Paix et Stabilité du 10 au 13 mai 2023 à Antananarivo – Madagascar. La création de ce réseau vise l'amélioration des capacités de prévention et de médiation de crises des différents acteurs régionaux à travers des mécanismes de renforcement de capacités, de partage d'information et de promotion du dialogue. Le réseau et ses membres s'engagent à respecter la culture, la spécificité, la souveraineté et l'intégrité de chaque pays membre, de porter et de véhiculer l'éthique, le professionnalisme, l'engagement et la solidarité dans une vision commune. Le réseau s'engage à effectuer des actions de prévention et médiation des crises ; à l'amélioration des processus électoraux ; au renforcement des institutions démocratiques.

Système d'alerte

Par ailleurs, les organisations membres de RESPIR ont également pu définir les grandes lignes de ses actions et de ses engagements dans la prévention des conflits et la promotion de la paix dans l'océan Indien. Il s'agit notamment de la mise en place d'un système d'alerte précoce et de veille dans chaque pays, d'un mécanisme d'échanges d'informations, de bonnes pratiques et d'actions dans les domaines visés par la Charte, projet de recherche et études comparatives dans les domaines visés par la Charte, mise en place de structures de dialogue et de concertation (ateliers, séminaires) entre les OSC et les autres parties prenantes (État, Secteur privé, Syndicat), de Programmes d'éducation civique et de formation aux droits humains, à la citoyenneté et à l'éthique, le développement d'outils médiatiques en collaboration avec des médias libres pour la promotion des actions menées par le réseau, plaidoyer et lobbying auprès des autorités concernées pour instauration ou la mise en œuvre des instruments légaux et institutionnels, mais aussi l'élaboration de documents informatifs de base et cartographie des acteurs concernés, mise en œuvre d'ateliers ou de mécanismes de prévention, de médiation et de résolution de conflits et le monitoring et une cellule de veille citoyenne des actions publiques conduites par les autorités compétentes dans les domaines visés par la Charte.

Le réseau d'engagement solidaire pour la paix (RESPIR) officialisé

19/08/2023  Andjouza Abouheir



Après sa création en mai dernier, le réseau d'engagement solidaire pour la paix et l'inclusion régionale (RESPIR) prend effet officiellement. Ce réseau répond au besoin d'améliorer les capacités en prévention et médiation des crises de la COI, avec des acteurs de la région, en s'appuyant sur des mécanismes de renforcement des capacités, de partage d'informations et de promotion du dialogue.

Devant la presse, mercredi 16 août dernier à Moroni, le point focal du Réseau d'engagement solidaire pour la paix et l'inclusion régionale (RESPIR) Akim Said Mshangama a lancé officiellement ce réseau, crée en mai dernier à Antananarivo. C'est à l'issue d'un atelier de trois jours organisé par la Commission de l'océan Indien en mai dernier que les acteurs de la société civile et de la défense des droits humains représentant l'Union des Comores, Madagascar, Maurice et les Seychelles ont convenu de créer ce réseau. Il s'agit de la première plateforme pour promouvoir la paix, le dialogue, la stabilité, la bonne gouvernance, des élections libres, transparentes, inclusives, le respect des droits Humains et l'inclusion de l'ensemble des composantes et des acteurs des sociétés respectives des États membres de la COI. « La création de ce réseau répond au besoin d'améliorer les capacités en prévention et médiation des crises de la COI, avec des acteurs de la région, en s'appuyant sur des mécanismes de renforcement des capacités, de partage d'informations et de promotion du dialogue » explique-t-il.

Selon lui, les membres s'engagent à respecter la culture, la spécificité, la souveraineté et l'intégrité de chaque pays membre, de porter et de véhiculer l'éthique, le professionnalisme, l'engagement et la solidarité dans une vision commune. Le réseau s'engage à effectuer des actions de prévention et médiation des crises, à l'amélioration des processus électoraux, au renforcement des institutions démocratiques. « Les organisations membres de RESPIR ayant participé à l'atelier ont également pu définir les grandes lignes de ses actions et engagements dans la prévention des conflits et la promotion de la paix dans l'océan Indien », souligne-t-il.

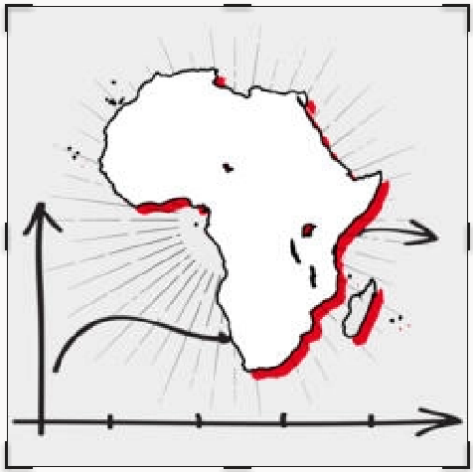
Il a cité entre autres la mise en place d'un système d'alerte précoce et de veille dans chaque pays, la mise en place d'un mécanisme d'échanges d'informations, de bonnes pratiques et d'actions dans les domaines visés par la Charte, la mise en place de structures de dialogue et de concertation (ateliers, séminaires) entre les OSC et les autres parties prenantes (État, Secteur privé, Syndicats, etc.) , le programme d'éducation civique et de formation aux droits humains, à la citoyenneté et à l'éthique, le développement d'outils médiatiques en collaboration avec des medias libres pour la promotion des actions menées par le réseau, le plaidoyer et lobbying auprès des autorités concernées pour instauration ou la mise en œuvre des instruments légaux et institutionnels, l'élaboration de documents informatifs de base et cartographie des acteurs concernés, la mise en œuvre d'ateliers ou de mécanismes de prévention, de médiation et de résolution de conflits et le monitoring et cellule de veille citoyenne des actions publiques conduites par les autorités compétentes dans les domaines visés par la Charte.

Andjouza Abouheir

Plus d'information cliquez les liens ci-dessous :

- https://www.defense.gouv.fr/operations/actualites/faszoi-2e-rpima-renfort-leutm-au-mozambique
- https://www.areion24.news/2023/08/16/canal-du-mozambique-trafics-et-convoitises/
- https://www.imo.org/fr/OurWork/Security/Pages/Port-Security-Project.aspx
- https://www.topfm.mu/2023/08/17/cooperation-regionale-une-plateforme-regionale-pour-que-le-respect-des-droits-humains-soit-une-realite-et-que-la-bonne-gouvernance-soit-appliquee-indique-ny-onja-hon-fat/
- https://www.mazavaroo.mu/respir-une-premiere-plateforme-pour-promouvoir-la-paix-le-dialogue-et-la-stabilite/
- https://infomoris.com/creation-du-reseau-dengagement-solidaire-pour-la-paix-et-linclusion-regionale/
- https://midi-madagasikara.mg/coi-reseau-dengagement-solidaire-pour-la-paix-et-linclusion-regionale/
- https://www.rfi.fr/fr/afrique/20230816-madagascar-maurice-les-comores-et-les-seychelles-cr%C3%A9ent-un-r%C3%A9seau-de-pr%C3%A9vention-des-crises-%C3%A9lectorales
- COI : Réseau d'Engagement Solidaire pour la Paix et l'Inclusion Régionale (midi-madagasikara.mg)
- https://www.lechodusud.com/post/paix-et-inclusion-dans-l-oc%C3%A9an-indien-naissance-de-respir
- https://www.maurice-info.mu/2023/08/17/creation-du-reseau-dengagement-solidaire-pour-la-paix-et-linclusion-regionale.html

Océan Indien: développer le tourisme de la région grâce au concept des «Îles Vanille»





De notre correspondant à Port-Louis,

L'initiative des *Îles Vanille* a démarré en 2011, année où le tourisme mauricien était en plein essor avec 111 hôtels en activité et près d'un million de visiteurs. Cette année-là, une aventure commune avait commencé en Asie, se souvient Pascal Viroleau, directeur des Iles Vanille, dont le siège se trouve à l'île de la Réunion : « *Le premier rendez-vous professionnel s'est passé à Shanghai. L'ouverture d'une ligne Air Mauritius à Shanghai s'est faite main dans la main entre Madagascar, Maurice et la Réunion. Ces trois îles sont allées ensemble vers les professionnels chinois. C'est un exemple historique de la coopération.* »

Le projet a été nommé *Iles Vanille*, en référence à une épice exotique commune à toutes les îles de la région : Maurice, **Madagascar**, **La Réunion,** Les Seychelles, les Comores et Mayotte. Cette offre proposait aux touristes de découvrir pendant leur séjour au moins deux îles de la région. Le projet n'a pas véritablement décollé.
Les circonstances post-Covid et les conflits dans le monde justifient aujourd'hui plus que jamais une approche concertée. Camille Vital, ambassadeur de Madagascar à Maurice et aux Seychelles, entrevoit un renouveau pour *Iles Vanille* : « *Quand je vois le nombre de touristes arriver à Maurice depuis la réouverture des frontières, les hôtels qui affichent complet, on sent que c'est un projet qui va s'ouvrir à tout le monde.* »

Un concept pour développer le tourisme régional

Le tourisme mauricien, leader dans la région, devrait accueillir à nouveau plus d'un million de visiteurs cette année. De janvier à juillet, plus de 700 000 touristes, principalement européens, ont visité l'île. Cependant, le tourisme régional reste limité, avec seulement 90 000 visiteurs depuis janvier. Pour Donald Payen, président de l'Office du tourisme de Maurice,

l'heure est venue pour développer un label « *indianocéanique* » : « *Tout ce qui est régional redevient à la mode, on va privilégier les circuits courts, on va encourager les échanges entre les peuples.* »
Pour favoriser cet élan, la région table sur un nouveau modèle du tourisme de croisière de luxe. Pascal Viroleau directeur des Iles Vanille : « *Aujourd'hui, nous essayons d'attirer des bateaux qui soient plus petits, plus respectueux de l'environnement, avec des pouvoirs d'achat plus importants.* »
Les principaux obstacles à l'initiative « *Iles Vanille* » sont la faible connectivité et le coût élevé des billets. La fréquence des vols entre Maurice et les autres îles va de cinq allers-retours quotidiens avec La Réunion, à 3 vols hebdomadaires avec Madagascar et les Seychelles et zéro connexion avec les Comores.

Lire aussi :

- https://www.rfi.fr/fr/podcasts/afrique-%C3%A9conomie/20230816-maurice-le-tourisme-se-relance-apr%C3%A8s-les-ann%C3%A9es-de-pand%C3%A9mie
- https://lexpress.mg/19/08/2023/tourisme-les-activites-maritimes-florissent-a-nosy-be/
- https://www.al-fajrquotidien.com/tourisme-comores-un-paradis-a-explorer/

Coopération Japon-Madagascar : Signature de contrats de don pour des projets éducatifs

La résidence de l'ambassadeur du Japon à Madagascar a été le théâtre d'une cérémonie significative le 17 août 2023, marquant la signature de deux contrats de don d'un montant total de 141 038 euros. Ces contrats sont le fruit d'un programme de coopération financière intitulé « Aide aux micro-projets locaux en faveur de la sécurité humaine ». Selon les informations présentées, les projets visent à soutenir l'éducation dans la région en finançant la construction de nouveaux bâtiments pour le Lycée Vinaninkarena ainsi que l'extension et la réhabilitation de l'École Primaire Publique d'Andohatapenaka. Les deux contrats ont été officiellement signés par Abe Koji, ambassadeur du Japon à Madagascar, en présence des représentants des entités bénéficiaires. Les personnalités marquantes de la cérémonie incluaient également Théophile Rabenandrasana, SG du ministère de l'Education nationale, et Vyvato Rakotovao, Gouverneur de la région Vakinankaratra.

Infrastructures

Le premier projet, estimé à 70 596 euros, vise à remédier à la situation précaire du Lycée Vinaninkarena. Depuis son ouverture en 2016, l'établissement, qui accueille environ 300 étudiants chaque année, fonctionne sans bâtiment propre. Les étudiants suivaient leurs cours dans les locaux de l'École Primaire Publique (EPP) et utilisaient une petite salle comme bureau administratif. Avec le financement, l'établissement recevra la construction de deux nouveaux bâtiments, dotés de 6 salles de classe chacun, ainsi que des infrastructures sanitaires nécessaires pour garantir un environnement d'apprentissage propice. Quant au deuxième projet, d'une valeur de 70.482 euros, il s'agit de l'extension et de la réhabilitation de l'École Primaire Publique d'Andohatapenaka. Bien que des extensions aient été entreprises en 2006 et 2017, grâce au soutien japonais, la demande croissante d'inscription dépasse désormais les capacités de l'école. Ce projet vise à ajouter une salle au bâtiment existant, ainsi qu'à construire un étage composé de trois salles pour répondre aux besoins croissants de la communauté.

Réflexions sur la prévention de la traite des êtres humains et du trafic de migrants



La cérémonie de clôture du premier atelier régional de vulgarisation des nouvelles politiques de l'Union africaine (UA) sur la Prevention of Trafficking in Persons (TIP) and Smuggling of Migrants (SOM) en Afrique, s'est tenue le 17 août à l'hôtel Hennessy Park, à Ebène. L'atelier, une initiative de l'UA, a été accueilli du 15 au 17 août. Le dernier jour du programme, les participants ont reçu un aperçu du centre opérationnel continental au Soudan, de son mandat ainsi que de son rôle dans la mise en œuvre des documents de politique du TIP et de la SOM.

Le secrétaire permanent de la division de la défense et des affaires intérieures au Cabinet du Premier ministre, Devendre Gopaul, a remercié l'UA d'avoir choisi Maurice pour accueillir cet événement, au cours duquel les représentants des différents États membres ont eu l'occasion de débattre d'un large éventail de questions relatives à la traite des êtres humains et au trafic des migrants en Afrique.

Les participants ont pu partager des points de vue constructifs lors des délibérations. Les États membres devraient se tourner ensemble vers l'avenir pour mettre en œuvre des politiques nationales, régionales et continentales, a souligné Devendre Gopaul. Ce dernier a rappelé la nécessité d'un partage et d'une diffusion organisés des informations entre tous les États membres afin de travailler de manière concertée.

Rogers Hospitality se rallie à la saison de fermeture du poulpe pour la préservation marine



Rogers Hospitality s'engage résolument dans une démarche de préservation marine au sein de ses établissements Veranda Resorts et Heritage Resorts, en adéquation avec la saison de fermeture de l'^ourite' conformément à la réglementation. Cette initiative revêt une importance primordiale pour mettre en lumière les pratiques durables et la conservation marine. Inspirée par les réussites de la saison de fermeture du poulpe à Rodrigues, elle contribue activement à la préservation de la biodiversité marine et à la durabilité des pêcheries locales.

Depuis 2007, la saison de fermeture du poulpe mise en place à Rodrigues a joué un rôle décisif dans la protection des populations locales de pieuvres et dans la promotion de pratiques de pêche responsable. Du 15 août au 15 octobre, toute activité de pêche au poulpe, y compris la vente de poulpe frais, transformé ou congelé, est rigoureusement interdite. Un inventaire exhaustif des stocks de poulpe est préalablement établi, jetant ainsi les bases d'une gestion éclairée en matière de préservation.
« En participant activement à la saison de fermeture du poulpe et en adoptant des mesures volontaires pour la préservation, nous souhaitons avant tout mettre en avant la nécessité d'un environnement marin prospère et la protection de la biodiversité. Cette démarche reflète notre engagement permanent envers la durabilité et la responsabilité environnementale, en intégrant notre communauté de clients et de parties prenantes dans cet effort collectif », souligne Alexandre Piat, responsable du développement durable chez Rogers Hospitality.
S'inscrivant dans la continuité de son engagement en faveur de la préservation marine, Rogers Hospitality met en place diverses initiatives collaboratives au sein de ses établissements Veranda Resorts et Heritage Resorts. Dans cet esprit, l'entreprise va plus loin en adoptant une approche proactive et en prenant des mesures supplémentaires en s'engageant à ne pas intégrer de poulpe frais ou importé de la région dans ses menus pendant la saison de fermeture. **Suite de l'article**

Darmanin annonce une mission de lutte contre les monopoles économiques dans les outre-mer

Le gouvernement va lancer une mission visant à identifier et lutter contre les monopoles économiques dans les outre-mer, sources de "prix très élevés", notamment en Polynésie française, a annoncé le ministre de l'Intérieur, Gérald Darmanin.

"Je vais lancer une mission dès mon retour à Paris avec Philippe Vigier, ministre des Outre-mer, pour faire le constat des monopoles", en commençant par la Polynésie française, a affirmé M. Darmanin lors d'un entretien accordé samedi soir à Papeete (dimanche matin à Paris) aux chaînes de télévision locales Polynésie la 1ère et TNTV.
"J'entends le président (Moetai Brotherson, indépendantiste, NDLR) quand il nous invite à lutter contre les monopoles économiques. Il y a trop de monopoles économiques en outremer en général et en Polynésie française", a-t-il assuré.
"On va proposer au président Brotherson de lutter ensemble contre ces monopoles car quand il y a des monopoles, il y a des prix très élevés et quand il y a des prix très élevés ce sont les Polynésiens du quotidien qui n'arrivent pas à s'en sortir", a ajouté le ministre de l'Intérieur.
Gérald Darmanin a entamé mercredi une visite en Polynésie française en compagnie notamment de la ministre des Sports et des Jeux olympiques, Amélie Oudéa-Castéra, avec laquelle il a visité le site de Teahupoo à Tahiti, qui accueillera en juillet prochain les épreuves de surf des JO de Paris-2024.
Accompagné également de Philippe Vigier, Gérald Darmanin a aussi évoqué la lutte contre le réchauffement climatique et le développement économique du "pays" polynésien, et soutenu l'inscription des Îles Marquises au patrimoine mondial de l'Unesco.
Le déplacement ministériel s'est achevé samedi.

ÉCONOMIE BLEUE – Opération de sensibilisation sur la gestion des ressources maritimes

Sensibilisation. Au moment où la thématique de l'économie bleue prend une dimension de plus en plus importante au niveau mondial, les acteurs et autres responsables malgaches du domaine s'activent pour augmenter davantage cette proportion. Des ateliers et discussions autour de la thématique de l'économie bleue et de la promotion de la bonne gestion des ressources aquatiques pour en faire « des leviers du développement durable » ont eu lieu vendredi et samedi à Morondava. Des tables rondes s'inscrivent dans le cadre de la célébration de la journée nationale de l'économie bleue. « En tant que secteur d'activités diversifiées, les opérateurs économiques et les populations concernées par l'économie bleue doivent être sensibilisés à la gestion et à la protection des ressources issues de nos fonds marins », confient les responsables au sein du ministère de la Pêche et de l'économie bleue (MPEB). Ainsi, samedi dernier, différentes personnalités, tant bien acteurs économiques que responsables ont pu participer à une série d'échanges au cours desquels « les cinq principaux points stratégiques sur lesquels tablent le gouvernement dans sa politique de développement de l'économie bleue ont été abordés », confie le MPEB.

Politique de gestion

Pour gérer ses ressources maritimes, Madagascar table sur de nouvelles ambitions, notamment une coopération régionale renforcée à travers des programmes de gouvernance des pêches, surtout dans la région du Sud-ouest de l'océan Indien. Il y a aussi le renforcement de la surveillance des pêches, un défi colossal pour la Grande île qui perd environ 14 à 16 millions de dollars par ans à cause de la Pêche illicite et non déclarée (Pêche INN). A titre de connaissance, la Grande île qui possède une surface littorale importante (5.000 kilomètres de côtes et plus de 117.000 km2 de plateau continental), et donc une zone économique des plus vastes.

Changement climatique : La déforestation pointée du doigt

Malgré la législation en vigueur, les feux de brousse et le déboisement se multiplient dans certaines régions à Ngazidja. Conséquences, diminution des précipitations, sécheresse accrue et risque d'inondation. Par ces phénomènes, Mohamed Soilihi, étudiant en science de l'environnement à Madagascar appelle les autorités compétentes à en finir avec la déforestation et les feux de brousse pour la protection de l'environnement.



Bien que les Comores disposent d'une législation qui protège l'environnement, certaines personnes détruisent la nature. Les feux de brousse et le déboisement sont monnaie courante dans certaines régions à Ngazidja. Les environnementalistes estiment que ce phénomène fait défaut à l'environnement. « Il y a une diminution conséquente des précipitations dans l'ensemble du territoire et c'est à cause du déboisement dans les forêts », a fait savoir Mohamed Soilihi, étudiant en science de l'environnement à Madagascar.

L'environnementaliste indique qu'il existe une unité spéciale des forces de l'ordre chargées de veiller à la forêt. « C'est pour montrer combien les autres pays d'investissement pour la protection de l'environnement », a-t-il souligné, ajoutant qu'aux Comores, c'est le désordre. Pourtant, au-delà de la diminution des précipitations, le pays est également exposé à d'autres conséquences.

« Il y a le risque d'une éruption volcanique. Nous sommes dans un pays insulaire, si on continue à déboiser la forêt, le pays court le risque de subir des inondations », a-t-il expliqué. Mohamed Soilihi interpelle tout le monde à la protection de la nature. « Nous devons appliquer la législation en vigueur pour notre bien et pour le bien des générations futures », a-t-il déclaré.

L'étudiant appelle à la sensibilisation des nouvelles générations au respect et à la protection des forêts. Puisque selon lui, les contrevenants ne se rendent pas compte des conséquences liées à la destruction de l'environnement. À l'en croire, « agir très vite avant que ça soit trop tard est la meilleure façon de protéger notre pays. »

Kamal Saïd Abdou